

ROYAUME DU MAROC

****_**_**_**_****

**OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL**

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 87/2019

Le **10 Octobre 2019 à 10 Heures**, Il sera procédé, dans les bureaux de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, ayant pour objet **Contrôle et optimisation des études techniques et Contrôle des travaux de construction de la Cité des Métiers et des Compétences Agadir.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des marchés à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) Casablanca, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchéspublics.gov.ma. Et à partir du site de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail : www.ofppt.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **Vingt-cinq mille Dirhams (25 000.00 DH)**

L'estimation des coûts des prestations établie par le Maître d'ouvrage est fixée à la somme de **Un million quatre cent soixante-quatre mille Dirhams (1 464 000,00 DH) en TTC.**

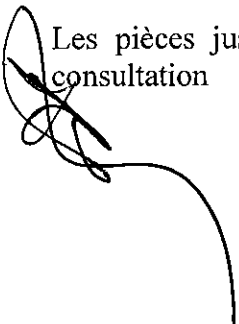
Une réunion d'information, au profit des concurrents, aura lieu à la Direction du patrimoine, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) Casablanca, en date du **24 Septembre 2019 à 11 Heures.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du Règlement des Marchés de l'OFPPPT.

Les concurrents peuvent :

- ❖ soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- ❖ soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau du service des marchés rattaché à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca ;
- ❖ soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n° 5 du règlement de consultation



المملكة المغربية
مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوح
رقم 2019/87

في يوم **10 أكتوبر 2019 على الساعة العاشرة صباحا**، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملئقي طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء ، فتح الأظرفة المتعلقة بطلب عروض الأثمان المفتوح، لاجل القيام بمراقبة و تعميق الدراسات التقنية و مراقبة أشغال بناء مدينة المهن و المهارات بأكادير.

يمكن سحب ملف طلب العروض بمصلحة الصفقات بمديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملئقي طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، كما يمكن كذلك سحبه إلكترونيا من بوابة صفقات الدولة: www.marchéspublics.gov.ma وكذا من بوابة مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل على العنوان التالي: www.ofppt.ma.

وتبلغ الضمانة المؤقتة خمسة وعشرون ألف (25 000,00) درهم

الكلفة التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع تبلغ مليون وأربعمائة وأربعة وستون ألف درهم (1 464 000,00) مع احتساب جميع الرسوم

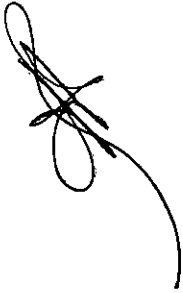
عقد اجتماع معلوماتي لفائدة المترشحين بتاريخ **24 شتنبر 2019 على الساعة الحادية عشرة صباحا** وذلك بمديرية الممتلكات ، الكائنة بملئقي طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء.

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات المواد 27، 29 و 31 من نظام الصفقات الخاص بمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

ويمكن للمتنافسين :

- إما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة بالاستلام إلى المكتب المذكور؛
- إما إيداع أظرفتهم مقابل وصل، بمكتب مصلحة الصفقات بمديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملئقي طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء؛
- إما تسليمها مباشرة لرئيس لجنة طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأظرفة.

إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 5 من نظام الإستشارة.



ROYAUME DU MAROC

**OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL**

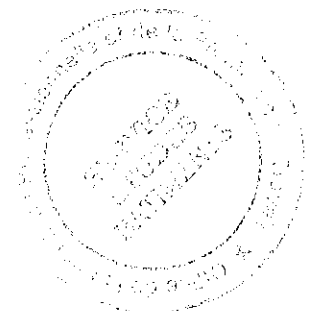
**APPEL D'OFFRES OUVERT
(SÉANCE PUBLIQUE)**

N° 87/2019

OBJET :

**CONTROLE ET OPTIMISATION DES ETUDES TECHNIQUES ET
CONTROLE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CITE DES
METIERS ET DES COMPETENCES AGADIR**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION



ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT

Le présent appel d'offres a pour objet de confier au Bureau de contrôle (BC) le **CONTROLE ET OPTIMISATION DES ETUDES TECHNIQUES ET CONTROLE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA DE LA CITE DES METIERS ET DES COMPETENCES AGADIR**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article n°18, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement des marchés de l'OFPPT. Toute disposition contraire au règlement des marchés de l'OFPPT est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article n°18 et des autres articles du règlement des marchés de l'OFPPT.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage est l'**Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail**.

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DU PROJET

3.1- Composantes de la CMC

La Cité des Métiers et des Compétences d'Agadir, objet du présent Appel d'offre, a été pensée suivant le concept décrit précédemment, autour de structures communes (incluant entre autres l'Internat et l'Espace sportif) et de 8 pôles sectoriels.

Dans la suite du document, nous représenterons les composantes de la Cité en 11 pôles, comme suit :

1. Pôle Structures Communes.
2. Pôle Industrie - Industrie Navale
3. Pôle BTP.
4. Pôle Gestion & Commerce/Digital / Offshoring/Arts Graphiques.
5. Pôle Tourisme.
6. Pôle Santé.
7. Pôle Agriculture.
8. Pôle Pêche.
9. Pôle Artisanat.
10. Pôle Internat et ses annexes.
11. Pôle espace sportif.

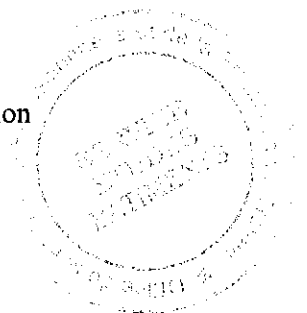
En plus des pôles précités, des locaux divers sont prévus (blocs sanitaires et amphithéâtres)
Chaque pôle est une **entité spatiale**. Cette dernière désigne un ensemble de blocs unis par la nature de leurs fonctions et regroupés dans un même espace :

1. Pôle Structures Communes

1. Bloc Administratif CMC
2. Bloc Career Center
3. Bloc Médiathèque
4. Bloc Centre de langues et Soft Skills
5. Bloc Services aux entreprises, Entrepreneuriat et Espaces d'Innovation
6. Bloc locaux communs

2. Pôle Industrie - Industrie Navale

1. Bloc administratif



2. SOUS POLE 1 : IMME et Industrie Navale-Automobile et transverse
 - Bloc ateliers
 - Bloc salles pédagogiques
3. SOUS POLE 2 : Electricité, Electronique
 - Bloc ateliers
 - Bloc salles pédagogiques
4. SOUS POLE 3 : Froid et Génie Thermique
 - Bloc ateliers
 - Bloc salles pédagogiques
5. SOUS POLE 4 : Mini-Chaîne de production

3. Pôle BTP

1. Bloc administratif
2. Bloc ateliers et laboratoire
3. Maison intelligente
4. Bloc salles pédagogiques

4. Pôle Gestion & Commerce/Digital / Offshoring/Arts Graphiques

1. Bloc administratif
2. SOUS POLE 1 : Gestion & Commerce
 - Espace entreprises
 - Bloc salles pédagogiques
3. SOUS POLE 2 : Digital / Offshoring
 - Bloc salles pédagogiques
4. SOUS POLE 3 : Arts Graphiques
 - Atelier et laboratoire
 - Bloc salles pédagogiques

5. Pôle Tourisme

1. Bloc administratif
2. Plateau technique composé des sous espaces suivants :
 - Hôtel et restaurant pédagogiques
 - Cuisine pédagogique
3. Bloc salles pédagogiques

6. Pôle Santé

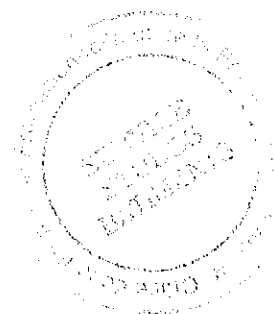
1. Bloc administratif
2. Centre de simulation
3. Bloc salles pédagogiques

7. Pôle Agriculture

1. Bloc administratif
2. Bloc Ateliers
3. Bloc salles pédagogiques
4. Une ferme pédagogique

8. Pôle Pêche

1. Bloc administratif
2. Bloc ateliers



3. Bloc salles pédagogiques

9. Pôle Artisanat

1. Bloc administratif
2. Bloc ateliers
3. Bloc salles pédagogiques

10. Pôle Internat et ses annexes

- Internat filles
- Internat garçons
- Espaces communs
- Cuisine et ses annexes
- Buanderie et laverie

11. Pôle espace sportif

1. Terrain de foot
2. Terrain de mini foot
3. Terrain de basketball
4. Terrain de volleyball
5. Vestiaires

12. Locaux divers

1. Blocs sanitaires
2. Amphithéâtres

3.2- Respect de l'environnement :

L'objectif est d'inscrire la construction, la conception et l'exploitation de cet établissement dans une logique de développement durable et de respect de l'environnement.

Cette démarche environnementale s'effectue tout au long du cycle de vie de la Cité. Elle vise à prendre en compte la protection des ressources naturelles, l'intégration de la lumière et du soleil pour favoriser l'éclairage naturel dans les zones de travail, l'utilisation des énergies renouvelables et la mise en place d'un chantier à faibles nuisances.

3.2.1- Protection de l'Environnement

- Les éléments naturels

La présence et la qualité d'éléments naturels sont essentielles à l'équilibre environnemental et esthétique. Il est donc nécessaire de prévoir des surfaces végétalisées, qui permettront l'amélioration de la qualité de l'air et du cadre de vie général.

En ce qui concerne les arbres, le concepteur prévoira suffisamment d'espace pour leur développement racinaire.

- La gestion de l'eau

Pour une gestion optimale des ressources en eaux, quelques actions sont à prévoir, notamment :

1. Faciliter l'infiltration de l'eau et garantir autant que possible la perméabilité des surfaces non bâties.
2. Utiliser les aménagements et les constructions pour collecter, stocker, recycler et réutiliser les eaux de pluie, notamment pour l'arrosage des espaces verts.
3. Prévoir des appareils sanitaires de manière à économiser la consommation d'eau potable (limiteur de pression, de débit, chasses temporisées ou à double débit...).

4. Prévoir une station d'épuration pour le traitement des eaux usées en vue de leur réutilisation pour l'arrosage des espaces verts
5. Prévoir des puits pour l'arrosage des espaces verts et de la ferme pédagogique.

- **Tri des déchets :**

Des poubelles à tri sélectif des déchets sont à prévoir au sein de la CMC.

3.2.2- Efficacité Energétique du Bâtiment

- **Travail sur le bâti**

Quelques règles générales sont présentées ci-après :

1. Une inertie forte est préférable pour maintenir une température stable et utiliser les apports solaires (cette masse est également favorable en matière d'isolement acoustique). Par ailleurs, il est préférable (thermiquement) que l'isolant soit placé sur la face extérieure de l'inertie (aussi bien pour les conditions d'été que pour celles de l'hiver).
2. La protection du soleil doit se faire à l'aide d'éléments fixes architecturaux (avancées de façades et brises soleil, masques,) dimensionnés pour permettre les apports solaires de fin de saison froide et à l'aide d'éléments mobiles (volets, persiennes) ou végétaux placés à l'extérieur pour compléter l'effet des protections fixes à certaines périodes.
3. Concilier les objectifs de confort thermique intérieur et d'éclairage naturel, en limitant le plus possible les consommations d'énergie destinées à corriger les écarts entre les températures intérieures et extérieures.

- **Maitrise de la consommation d'énergies**

Le rôle du concepteur est de s'informer des différentes solutions techniques qui visent à réduire les besoins et la consommation d'énergies : électrique et thermique chaud/froid.

- **Energies renouvelables**

Différentes sources d'énergies renouvelables peuvent être exploitées au sein de la Cité, parmi lesquelles on peut citer :

1. L'énergie solaire pour l'eau chaude sanitaire.
2. L'utilisation des terrasses pour récupérer de l'énergie à l'aide de panneaux photovoltaïques.
3. L'utilisation d'éclairages extérieurs fonctionnant à l'aide de l'énergie solaire
4. L'utilisation des énergies disponibles sur le site et les éventuelles ressources naturelles présentes dans l'environnement proche (géothermie, vent, soleil, bois etc.)
5. La phyto restauration consistant à utiliser les plantes, arbres et arbustes.

Le concepteur examinera celles qui serviront au mieux la Cité, tout au long de son cycle de vie.

3.3- Système d'information :

Les composantes du système d'information s'intègrent dans le cadre d'un réseau informatique intelligent, hybride et multiservice et se présentent comme suit :

- a. **Liaisons des données :** La CMC doit disposer d'une ligne de donnée redondante en fibre optique.
- b. **Téléphonie :** Un standard téléphonique pour les appels internes et externes, reliant les espaces internes de la CMC entre eux ainsi qu'avec les interlocuteurs externes.
- c. **Réseau LAN :** La CMC sera équipée de deux réseaux séparés physiquement compatible IPv6, un pour le volet administration et un deuxième pour la formation.
- d. **Réseau WIFI :** Les bâtiments doivent être tous couverts par un signal wifi de qualité.

- e. **Administration parc informatique** : Mise en place d'un système qui permet une administration transparente du côté utilisateur et qui lui permet un maximum de disponibilité et de performance.
- f. **Vidéosurveillance** : Système de vidéosurveillance pour sécuriser les espaces et les individus.
- g. **Visioconférence** : Système de visioconférence pour permettre les cours à distance
- h. **Contrôle d'accès**
- i. **Gestion Technique centralisée (Building Management System)**
- j. **Affichage dynamique**

3.1- Consistance physique :

Désignation		Surface Utile Totale m ²
Pôle Structures communes		4307
Pôle Industrie – Industrie Navale	Bloc administratif	112
	Locaux pédagogiques	5518
Pôle BTP	Bloc administratif	90
	Locaux pédagogiques	860
Pôle Administration Gestion Commerce/Digital / Offshoring/Arts Graphiques	Bloc administratif	112
	Locaux pédagogiques	2253
Pôle Tourisme	Bloc administratif	90
	Locaux pédagogiques	1721
Pôle Santé	Bloc administratif	90
	Locaux pédagogiques	893
Pôle Agriculture	Bloc administratif	90
	Locaux pédagogiques	1840
	Ferme pédagogique d'une superficie totale de 25000m ²	-
Pôle Pêche	Bloc administratif	90
	Locaux pédagogiques	620
Pôle Artisanat	Bloc administratif	90
	Locaux pédagogiques	772
Pôle Internat et ses annexes	Internat pour minimum 400 lits	4613
Pôle Espace sportif	Vestiaires pour terrain de sport	150
	Terrains de Mini foot.	selon les dimensions réglementaires
	Terrains de Basketball.	
	Terrains de foot en gazon synthétique.	
Terrains de Volley-ball.		
Locaux divers	Blocs Sanitaires (stagiaires et formateurs)	Prévu pour chaque 2 ou 3 pôles
	2Amphithéâtres	400

N.B :

- Les surfaces utiles totales sont données à titre indicatif, le programme définitif sera arrêté sur la base de l'APD architectural

ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a) justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- c) sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article n°142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 5: DOCUMENTS CONSTITUANTS L'OFFRE

Chaque concurrent est tenu, conformément aux articles 25, 27 et 28 du Règlement des marchés de l'OFPPT précité, de présenter un dossier administratif, un dossier technique, une offre technique et un dossier comportant une offre financière.

A - Un dossier administratif comprenant :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres:

- a) une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle joint en annexe.
- b) l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

N.B : Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances Marocain (pour les candidats étrangers, ces cautions personnelles et solidaires doivent être avaliser par une banque marocaine).

NB : Les pièces a et b ne doivent exprimer aucune restriction ou réserve sous peine d'être rejetées par la commission d'appel d'offres.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

- + Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- + Une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du Règlement des Marchés de l'OFPPT:

- a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent et ce conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article n°25 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;

- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

* La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

Pour, les concurrents non installés au Maroc : l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits ou par une déclaration sur l'honneur dûment certifiée par les autorités compétentes du pays d'origine attestant l'impossibilité de produire l'ensemble ou une partie des documents précités.

B - Un dossier technique comprenant :

1. Attestation d'agrément dument valide à la date d'ouverture des plis du bureau de contrôle délivrée par la Société Centrale de Réassurance (SCR) en précisant les risques couverts dans le cadre de l'assurance décennale et couvrant des projets d'une valeur égale ou supérieure à **214 MDH H.T.**
2. Les attestations de références originales ou leurs copies certifiées conformes à l'originale, délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de mêmes familles. Chaque attestation précise notamment :
 - ✓ la nature des prestations,
 - ✓ leur montant (contrôle des études),
 - ✓ l'année de réalisation des prestations du bureau de contrôle
 - ✓ le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Un modèle d'attestation de référence est en annexe 1 à titre indicatif.

- Pour les concurrents non installés au Maroc :

1. une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
2. Les attestations de références originales ou leurs copies certifiées conformes à l'originale, délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de mêmes familles. Chaque attestation précise notamment :
 - ✓ la nature des prestations,
 - ✓ leur montant (contrôle des études),
 - ✓ l'année de réalisation des prestations du bureau de contrôle
 - ✓ le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

NB :

- Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et additif le cas échéant et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 5 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :
 - a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- En cas de groupement (se référer aux dispositions de l'article 140 du Règlement des marchés de l'OFPPPT précité), Chaque groupement doit présenter, parmi les pièces du dossier administratif :
 - a) Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPPT.
 - b) Une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.
- Les attestations ou toutes pièces à fournir par le candidat, demandées au niveau des dossiers administratif et technique sus – cités, doivent être originales ou copies certifiées conformes aux originales.

C. Offre technique comprenant :

1- Liste nominative des membres de l'équipe qui sera chargée de la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres (présenté conformément au tableau en annexe 2). Cette équipe devra se composer au minimum des membres suivants :

- Un chef de projet coordinateur
- Un responsable du contrôle des structures
- Un responsable des fluides
- Un responsable des courants forts – courants faibles
- Un responsable des VRD.
- Un chargé du suivi des travaux .

2- Les copies des diplômes certifiées conformes à l'originale ainsi que les curriculum vitae (CV) du personnel qui sera affecté à l'étude et au suivi des travaux objet du présent appel d'offres. Chaque CV doit être cosigné par l'intéressé et le responsable du bureau de contrôle dont il relève.

3- Copie certifiée conforme de la liste des assurés déclarés du dernier mois, visée par les services de la CNSS (Modèle 212-2-45) faisant ressortir les identifiants du personnel affecté au projet visé par le précédent alinéa ; A signaler que le personnel affecté au projet doit faire partie du personnel liées au concurrent par un contrat de travail de droit commun (Les stagiaires ne sont pas acceptés) et que les bordereaux de la CNSS (ou un document équivalent pour les bureaux de contrôle non installé au Maroc) ne sont pas acceptés

NB :

- Les copies des diplômes et des certifications qui ne sont pas certifiées conformes aux originaux ne seront pas pris en charge pour la notation technique.
- La proposition d'un sous-traitant ou d'un consultant ou de toute autre personne n'appartenant pas effectivement au bureau de contrôle concurrent, ne sera pas prise en compte.

D – Une offre financière comprenant :

a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du Règlement des Marchés de l'OFPPPT, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b) le bordereau des prix - détail estimatif établi par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Le bordereau des prix - détail estimatif doit tenir compte de :

- + La saisie doit se faire par les moyens numériques (non manuscrite).
- + Les prix unitaires doivent être libellés en chiffres.
- + Les montants totaux doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

En cas d'application de l'article 138 « Préférence en faveur de l'entreprise nationale » du règlement des marchés de l'O.F.P.P.T, les groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères doivent faire accompagner leurs offres financières d'une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du Règlement des marchés de l'OFPPPT précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article n°19 § 7 du règlement des marchés de l'OFPPPT, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du Règlement des Marchés de l'OFPPPT. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics, du site de l'Office le cas échéant et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

8

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par fax confirmé ou par courrier électronique confirmé, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. La lettre du concurrent doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier sa demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bienfondé de la demande du concurrent, il peut procéder au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ne peut être effectué qu'une seule fois quel que soit le concurrent qui le demande.

ARTICLE 8: RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES :

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement des marchés de l'OFPPT précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 31 du Règlement des marchés de l'OFPPT précité, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 9 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 10 : REUNION D'INFORMATION :

Il est prévu une réunion d'information dans les conditions et modalités prévues par les articles 20 et 23 du règlement des marchés de l'OFPPT. La date de la réunion d'information organisée par le Maître d'ouvrage à l'attention des concurrents sera fixée dans l'avis d'appels d'offres.

ARTICLE 11: PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du Règlement des marchés de l'OFPPT précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;

- L'objet de l'appel d'offres ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ".

Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

- La première enveloppe : comprend le dossier administratif, le dossier technique, le cahier des prescriptions spéciales ainsi que le présent règlement de consultation. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « dossiers administratif et technique » ;
- La deuxième enveloppe : comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre financière » ;
- La troisième enveloppe : comprend l'offre technique du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre technique ».

Les trois enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 31 du Règlement des marchés de l'OFPPT précité, les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE 13: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par tout autres moyens de communication donnant date certaine, adressé au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 14 : PREFERENCE EN FAVEUR DU CANDIDAT NATIONAL

Conformément aux dispositions de l'article 138 du Règlement des marchés de l'OFPPT précité, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur du candidat national est de 15%.

ARTICLE 15 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPPT seront rédigés en langue française ou arabe.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française ou arabe fait foi.

ARTICLE 16: EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

Les offres des concurrents sont examinées conformément aux dispositions des articles 36, 38, 39, 40 et 137 du règlement de marchés de l'OFPPPT.

Phase 1 : Evaluation des capacités techniques et financière

La commission apprécie, selon les critères arrêtés à l'avance dans le présent règlement, les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs, et technique de chaque concurrent.

Les concurrents n'ayant pas présentés les pièces exigées au niveau des dossiers administratifs et technique seront écartés.

A cet effet, seules seront admis les concurrents ayant présentés :

- Une attestation d'agrément en cours de validité répondant aux exigences minimales précisées à l'alinéa 1 paragraphe B1 de l'article 5 du présent règlement de consultation ;
- Au moins 02 attestations de références précisant les mentions exigées au niveau de l'alinéa 2 paragraphe B1 et l'alinéa 2 paragraphe B2 de l'article 5 du présent règlement de consultation, délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art, dont les études sont achevées courant les cinq dernières années (2015-2016-2017-2018-2019) et dont le montant des travaux (de chaque attestation) est supérieur ou égal à **214 MDHS H.T ou celui du contrôle des études (de chaque attestation) est supérieur ou égal à 1 MDHS HT** .

Étant précisé que :

- Les attestations ne précisant pas une des mentions exigées par l'alinéa 2 paragraphe B1 et l'alinéa 2 paragraphe B2 de l'article 5 (la nature et le montant des prestations, la date de réalisation des prestations du bureau de contrôle, l'appréciation du maître d'ouvrage et la qualité du signataire) ne seront pas comptabilisés.
- Les attestations, délivrées par un Maître d'Ouvrage Délégué, ne seront pas comptabilisées.
- Les attestations de référence portant sur des projets de logements ne seront pas comptabilisées.
- Les attestations de références portant une appréciation entachant la bonne exécution (Non-respect des délais d'exécutions, vices de réalisations...) ne seront pas comptabilisés ;
- Pour les attestations de références délivrées aux groupements, ils seront comptabilisés sur la base de la cote part réalisées par le(s) concurrent (s) tel que précisé par le maître d'ouvrage du projet au niveau de l'attestation délivrée. Les attestations délivrées aux groupements sans précisions des côtes part réalisées par le(s) concurrent(s) ne sont pas comptabilisés.
- Pour les Bureaux de contrôle étrangers :
 - ✓ le certificat de qualification et de classification précité n'est pas exigé mais le nombre des attestations à présenter dans les mêmes conditions que les entreprises nationales est porté à 5.
 - ✓ Les attestations, délivrées par un maître d'ouvrage délégué ou un maître d'œuvre, ne seront pas comptabilisées.

- Les offres des groupements seront évaluées conformément à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'OFPPT.

Phase 2 : Analyse technique comparative de l'offre technique

Ne sont examinés dans cette phase que les offres retenues à l'issue de l'examen des dossiers administratif et technique. Pendant cette phase, il sera procédé à la comparaison et à l'évaluation des offres techniques de chaque soumissionnaire.

Il sera attribué à chaque concurrent une note technique NT sur 100 définie comme suit :

Pour chaque membre de l'équipe il y a lieu de produire le curriculum vitae, la copie certifiée conforme du diplôme et la copie légalisée de la liste des assurés déclarés du dernier mois, visée par les services de la CNSS justifiant l'appartenance de l'équipe proposée.

Les membres de l'équipe proposée par le soumissionnaire **doivent être indiqués** suivant le tableau en **annexe 2** :

$$NT = N1 + N2 + N3 + N4 + N5 + N6$$

IMPORTANT :

- Un membre de l'équipe ne peut être proposé pour plus de 2 missions mentionnées dans le tableau prévu à l'annexe 2.
- Si le bureau de contrôle propose plusieurs profils pour la même mission, la note attribuée sera celle afférente au profil le plus défavorable.
- Aucune note ne sera attribuée au membre de l'équipe si son diplôme n'est pas certifié conforme à l'original ou s'il ne figure pas dans la liste des assurés déclarés et visée par les services de la CNSS. A signaler que les stagiaires et bordereaux de la CNSS ne sont pas acceptés.
- Si le diplôme est délivré par un organisme étranger, ce dernier doit être traduit en langue française et doit être accompagné par un document des autorités compétentes marocaines justifiant son équivalence au diplôme exigé.
A défaut, les diplômes concernés ne seront pas pris en compte et aucune note ne sera attribuée au membre de l'équipe concernée.
- L'absence d'un profil (chef de projet coordonnateur, ingénieur responsable du contrôle du calcul des structures...) ou l'écartement de l'ensemble des propositions relatives à un profil, entraîne l'évincement de l'offre concernée.

a) Un chef de projet coordonnateur (calcul de N1 ; max 20points) :

Le chef du projet coordonnateur doit être titulaire d'un diplôme d'ingénieur d'état dans le domaine du Génie civil, dans le cas contraire l'offre sera écartée.

Nombre d'années d'expérience du chef du projet :

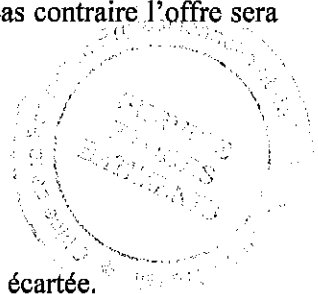
- | | |
|------------------------------|----------------|
| - $N_{exp} \geq 15$ ans | N1 = 20 points |
| - $10 \leq N_{exp} < 15$ ans | N1 = 15 points |
| - $05 \leq N_{exp} < 10$ ans | N1 = 10 points |
| - $N_{exp} < 05$ ans | N1 = 5 points |

b) Un responsable contrôle du calcul des Structures (Calcul de N2 ; max= 15 points)

- Un (1) Ingénieur d'état **en Génie civil option bâtiment**, dans le cas contraire l'offre sera écartée.
- | | |
|------------------------------|----------------|
| - $N_{exp} \geq 10$ ans | N2 = 15 points |
| - $05 \leq N_{exp} < 10$ ans | N2 = 10 points |
| - $N_{exp} < 05$ ans | N2 = 5 points |

c) Un responsable des fluides (Calcul de N3 ; max= 15points)

- Un (1) Ingénieur d'état **en fluides**, dans le cas contraire l'offre sera écartée.
- | | |
|------------------------------|----------------|
| - $N_{exp} \geq 10$ ans | N3 = 15 points |
| - $05 \leq N_{exp} < 10$ ans | N3 = 10 points |
| - $N_{exp} < 05$ ans | N3 = 5 points |



d) Un responsable des courants forts – courants faibles (Calcul de N4; max= 15points)

- Un (1) Ingénieur d'état **en électricité**, dans le cas contraire l'offre sera écartée.
- Nexp \geq 10 ans N4 = 15points
- $05 \leq$ Nexp < 10ans N4 = 10 points
- Nexp < 05 ans N4 = 5 points

e) Un responsable des VRD (Calcul de N5; max= 15points)

- Un (1) Ingénieur d'état **en génie civil Génie rural ou hydraulique**, dans le cas contraire l'offre sera écartée;
- Nexp \geq 10 ans N5 = 15points
- $5 \leq$ Nexp < 10ans N5 = 10 points
- Nexp < 5 ans N5 = 5 points

f) Un ingénieur chargé du suivi des travaux (Calcul de N6 ; max= 20 points)

Le suivi des travaux sera assuré par un ingénieur d'état génie civil, dans le cas contraire l'offre sera écartée. Ce dernier sera jugé sur le nombre d'années de son expérience

- Nexp \geq 10 ans N6 = 20 points
- $7 \leq$ Nexp < 10ans N6 = 10 points
- $5 \leq$ Nexp < 7ans N6 = 05 points
- Nexp < 5 ans N6 = 02 points

A la fin de cette deuxième phase, chaque soumissionnaire recevra une note « N_T » sur 100.

Seules les offres ayant obtenu une note « N_T » supérieure ou égale à **70/100** seront admises à la phase suivante.

Phase 3 : Evaluation des offres financières des soumissionnaires non éliminés à la deuxième phase :

Les offres financières des concurrents admissibles sont examinées conformément aux dispositions des articles 39 et 40 et 137 du règlement des marchés de l'OFPPPT.

La note financière NF est définie comme suit :

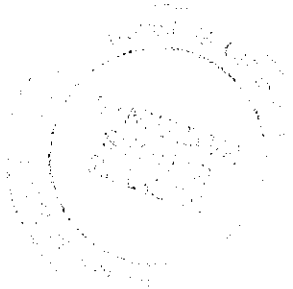
$$NF = 100 \times [1 - (|Ea - Ex| / Ea)]$$

Avec Ea : Estimation la plus avantageuse étant la moyenne arithmétique de l'estimation du maître d'ouvrage et la moyenne des estimations sommaires de tous les concurrents

Ex : Estimation du BC.

La note globale est définie comme suit :

$$NG = 0,2 \times NF + 0,8 \times NT$$



LE MAITRE D'OUVRAGE
MOHAMED SANSSITE Directeur du Patrimoine

MOCELE D'ACTE C'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Office De la Formation Professionnelle et De la Promotion du Travail

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n°du.....

Objet: CONTROLE ET OPTIMISATION DES ETUDES TECHNIQUES ET CONTROLE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CITE DES METIERS ET DES COMPETENCES AGADIR

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

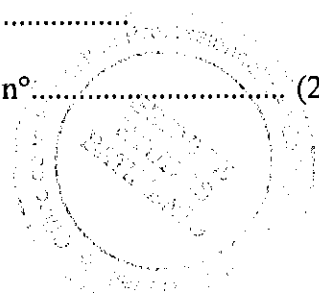
B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je (1), soussigné : (Prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu affilié à la CNSS sous le (2) inscrit au registre du commerce de..... (localité) sous le n° (2) n° de patente..... (2) :
n° ICE.....

b) Pour les personnes morales

Je (1), soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de:..... adresse du siège social de la société..... adresse du domicile élu..... affiliée à la CNSS sous le n°.....(2) et (3) inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°..... (2) et (3) n° de patente.....(2) et (3) n° ICE.....(2) et (3)



En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

8

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- montant hors T.V.A. :.....(en lettres et en chiffres)
- taux de la TVA.....(en pourcentage)
- montant de la T.V.A.:.....(en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A.comprise :.....(en lettres et en chiffres)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (4) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) supprimer les mentions inutiles



8

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- **Mode de passation** : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix

Objet: **CONTROLE ET OPTIMISATION DES ETUDES TECHNIQUES ET
CONTROLE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CITE DES
METIERS ET DES COMPETENCES AGADIR**

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (prénom, nom et qualité)
agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
adresse du domicile élu :
affilié à la CNSS sous le n° : (1)
inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n°
..... (1) n° de patente..... (1) n° ICE.....(1)
n° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB) ouvert à.....
n° ICE.....

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme
juridique de la société) au capital
de:.....
adresse du siège social de la société..... adresse du
domicile élu.....
affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le
n°.....(1)
n° de patente.....(1)
n° ICE.....(1)

n° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB) ouvert à.....

- Déclare sur l'honneur :

- 1- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2- que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du Règlement des Marchés de l'OFPT précité ;
- 3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du Règlement des Marchés de l'OFPT ;

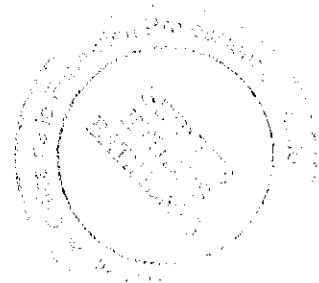
- que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maitres d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;

- à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc ; (3)
- 5- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
- 6- m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.
- 7- atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOUMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).
- 8- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du Règlement des Marchés de l'OFPPPT.
- 9- je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 10- je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du Règlement des Marchés de l'OFPPPT, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

- (1)** Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- (2)** à supprimer le cas échéant.
- (3)** Lorsque le CPS le prévoit.
- (4)** à prévoir en cas d'application de l'article 139 du Règlement des Marchés de l'OFPPPT.
- (*)** en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.



ANNEXE 1

**Attestation de référence type
(Chaque administration donne des attestations de référence selon
le modèle spécifié à cette administration)**

Je soussigné Mr (Préciser la qualité du signataire).....

Représentant Maître d'ouvrage :

Atteste que le Bureau de contrôle.....

Titulaire du marché n°.....

Objet du marché de.....

A réalisé l'optimisation et le contrôle des études techniques des lots suivants :
..... « Préciser les lots réalisés » (Gros œuvre, revêtements,
menuiserie, courant fort, courant faible, plomberie sanitaires, climatisation, VRD... »

Montant du marché relatif à l'optimisation et le contrôle des études techniques :

Montant du marché relatif aux travaux de construction :

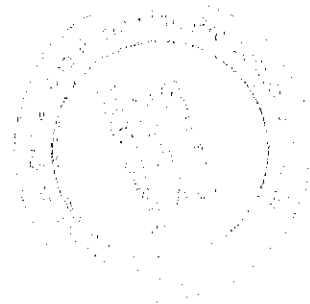
Surface couverte des planchers :

Date de commencement de l'optimisation et le contrôle des études :

Date d'achèvement de l'optimisation et le contrôle des études :

Délais d'exécution des travaux :

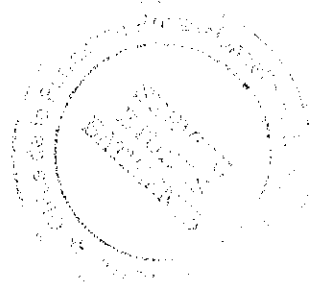
Appréciation du maître d'ouvrage :



ANNEXE 2

Les membres de l'équipe proposée par le soumissionnaire :

Mission	Nom et prénom	Profil/ Diplôme	Nombre d'années d'expérience
Un chef de projet coordonnateur			
Un responsable contrôle calcul des structures			
Un responsable des fluides			
Un responsable des courants forts – courants faibles			
Un responsable des VRD.			
Un chargé du suivi des travaux			



0

**ROYAUME DU MAROC
OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL**

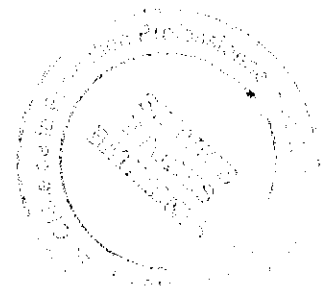
**APPEL D'OFFRES OUVERT
(SÉANCE PUBLIQUE)**

N° 89/2019

OBJET :

**CONTROLE ET OPTIMISATION DES ETUDES TECHNIQUES ET
CONTROLE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CITE DES
METIERS ET DES COMPETENCES AGADIR**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES



ROYAUME DU MAROC

OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA
PROMOTION DE TRAVAIL

Appel d'Offres ouvert n° / 2019.

**CONTROLE ET OPTIMISATION DES ETUDES TECHNIQUES ET SUIVI
DES TRAVAUX RELATIFS AU PROJET DE CONSTRUCTION DE LA CITE
DES METIERS ET DES COMPETENCES AGADIR**

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

ENTRE :

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail **représenté** par son Directeur Général ou son délégué, désigné **ci-après** par le "**Maître d'Ouvrage** "

D'UNE PART

ET :

La société

Inscrit au Registre de Commerce de.....sous le n°.....

Affilié à la C.N.S.S. sous le n°.....

N° de patente

Identification fiscale

ICE

Faisant élection de domicile à.....

Représentée par Monsieur

agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

Désigné ci-après par le « **Bureau de contrôle** »

D'AUTRE PART

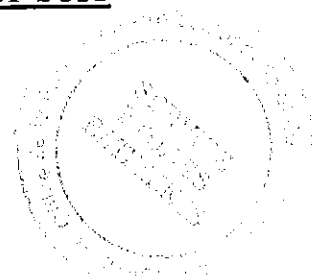
L'O.F.P.P.T se libérera des sommes dues par lui au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom de :

Monsieur :

A la Banque : De.....

Sous le N° de compte (RIB) :.....

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT



CHAPITRE I : CLAUSES GENERALES – DEFINITION DE LA MISSION

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet de confier au Bureau de contrôle (BC) le **CONTROLE ET OPTIMISATION DES ETUDES TECHNIQUES ET CONTROLE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CITE DES METIERS ET DES COMPETENCES AGADIR**

ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Marché en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ- TEXTES GENEREAUX

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

1. L'acte d'engagement du Bureau de Contrôle
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales et le dossier technique
3. L'offre technique du prestataire
4. Le bordereau des prix formant le détail estimatif
5. Le C.C.A.G-EMO.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

En plus, pour tout ce qui n'est pas en contradiction avec le présent marché, le bureau de contrôle sera soumis aux textes ci-dessous.

A/ TEXTES GENEREAUX

1 - Le règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle ;

2- Le Décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO);

3- le Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics;

4- Les textes réglementant la main d'œuvre et les salaires en vigueur ;

5- Le dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, notamment son article 769.

6- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les accidents et les salaires de la Main d'Œuvre

7- Lois et règlement en vigueur à la date limite de réception des offres. Le concurrent/titulaire est réputé connaître tous les textes et documents techniques applicables au présent marché.

Le concurrent/titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et de la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 4 : VALIDITE DU MARCHE

A/ Validité du marché

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'OFPPT ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

B/ Délai d'approbation

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'Article n°136 du règlement des marchés de l'OFPPT.

ARTICLE 5 : PRESTATION A LA CHARGE DU MAITRE D'OUVRAGE

Il sera remis au Bureau de Contrôle les pièces suivantes :

- Les plans d'Architecture (APS, APD, Projets d'exécution et DCE) et les plans de détail des différents ouvrages constituant le projet.
- Les plans d'études techniques (Projets d'exécution et DCE) de l'ensemble des lots ainsi que les notes de calcul et les plans de détails correspondants.
- Les résultats des investigations géotechniques concernant l'identification des sols du site du projet.

ARTICLE 6 : DESCRIPTION DES PROJETS

6.1- Composantes de la CMC

La Cité des Métiers et des Compétences d'Agadir, objet du présent Appel d'offre, a été pensée suivant le concept décrit précédemment, autour de structures communes (incluant entre autres l'Internat et l'Espace sportif) et de 8 pôles sectoriels.

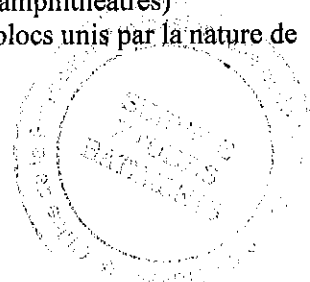
Dans la suite du document, nous représenterons les composantes de la Cité en 11 pôles, comme suit :

1. Pôle Structures Communes.
2. Pôle Industrie - Industrie Navale
3. Pôle BTP.
4. Pôle Gestion & Commerce/Digital / Offshoring/Arts Graphiques.
5. Pôle Tourisme.
6. Pôle Santé.
7. Pôle Agriculture.
8. Pôle Pêche.
9. Pôle Artisanat.
10. Pôle Internat et ses annexes.
11. Pôle espace sportif.

En plus des pôles précités, des locaux divers sont prévus (blocs sanitaires et amphithéâtres) Chaque pôle est une **entité spatiale**. Cette dernière désigne un ensemble de blocs unis par la nature de leurs fonctions et regroupés dans un même espace :

1. Pôle Structures Communes

1. Bloc Administratif CMC
2. Bloc Career Center
3. Bloc Médiathèque
4. Bloc Centre de langues et Soft Skills
5. Bloc Services aux entreprises, Entrepreneuriat et Espaces d'Innovation



6. Bloc locaux communs

2. Pôle Industrie - Industrie Navale

1. Bloc administratif
2. SOUS POLE 1 : IMME et Industrie Navale-Automobile et transverse
 - Bloc ateliers
 - Bloc salles pédagogiques
3. SOUS POLE 2 : Electricité, Electronique
 - Bloc ateliers
 - Bloc salles pédagogiques
4. SOUS POLE 3 : Froid et Génie Thermique
 - Bloc ateliers
 - Bloc salles pédagogiques
5. SOUS POLE 4 : Mini-Chaine de production

3. Pôle BTP

1. Bloc administratif
2. Bloc ateliers et laboratoire
3. Maison intelligente
4. Bloc salles pédagogiques

4. Pôle Gestion & Commerce/Digital / Offshoring/Arts Graphiques

1. Bloc administratif
2. SOUS POLE 1 : Gestion & Commerce
 - Espace entreprises
 - Bloc salles pédagogiques
3. SOUS POLE 2 : Digital / Offshoring
 - Bloc salles pédagogiques
4. SOUS POLE 3 : Arts Graphiques
 - Atelier et laboratoire
 - Bloc salles pédagogiques

5. Pôle Tourisme

1. Bloc administratif
2. Plateau technique composé des sous espaces suivants :
 - Hôtel et restaurant pédagogiques
 - Cuisine pédagogique
3. Bloc salles pédagogiques

6. Pôle Santé

1. Bloc administratif
2. Centre de simulation
3. Bloc salles pédagogiques

7. Pôle Agriculture

1. Bloc administratif
2. Bloc Ateliers



3. Bloc salles pédagogiques
4. Une ferme pédagogique

8. Pôle Pêche

1. Bloc administratif
2. Bloc ateliers
3. Bloc salles pédagogiques

9. Pôle Artisanat

1. Bloc administratif
2. Bloc ateliers
3. Bloc salles pédagogiques

10. Pôle Internat et ses annexes

- Internat filles
- Internat garçons
- Espaces communs
- Cuisine et ses annexes
- Buanderie et laverie

11. Pôle espace sportif

1. Terrain de foot
2. Terrain de mini foot
3. Terrain de basketball
4. Terrain de volleyball
5. Vestiaires

12. Locaux divers

1. Blocs sanitaires
2. Amphithéâtres

6.2- Respect de l'environnement :

L'objectif est d'inscrire la construction, la conception et l'exploitation de cet établissement dans une logique de développement durable et de respect de l'environnement.

Cette démarche environnementale s'effectue tout au long du cycle de vie de la Cité. Elle vise à prendre en compte la protection des ressources naturelles, l'intégration de la lumière et du soleil pour favoriser l'éclairage naturel dans les zones de travail, l'utilisation des énergies renouvelables et la mise en place d'un chantier à faibles nuisances.

6.2.1- Protection de l'Environnement

• Les éléments naturels

La présence et la qualité d'éléments naturels sont essentielles à l'équilibre environnemental et esthétique. Il est donc nécessaire de prévoir des surfaces végétalisées, qui permettront l'amélioration de la qualité de l'air et du cadre de vie général.

En ce qui concerne les arbres, le concepteur prévoira suffisamment d'espace pour leur développement racinaire.

• La gestion de l'eau

Pour une gestion optimale des ressources en eaux, quelques actions sont à prévoir, notamment :

1. Faciliter l'infiltration de l'eau et garantir autant que possible la perméabilité des surfaces non bâties.

2. Utiliser les aménagements et les constructions pour collecter, stocker, recycler et réutiliser les eaux de pluie, notamment pour l'arrosage des espaces verts.
3. Prévoir des appareils sanitaires de manière à économiser la consommation d'eau potable (limiteur de pression, de débit, chasses temporisées ou à double débit...).
4. Prévoir une station d'épuration pour le traitement des eaux usées en vue de leur réutilisation pour l'arrosage des espaces verts
5. Prévoir des puits pour l'arrosage des espaces verts et de la ferme pédagogique.

- **Tri des déchets :**

Des poubelles à tri sélectif des déchets sont à prévoir au sein de la CMC.

6.2.2- Efficacité Energétique du Bâtiment

- **Travail sur le bâti**

Quelques règles générales sont présentées ci-après :

1. Une inertie forte est préférable pour maintenir une température stable et utiliser les apports solaires (cette masse est également favorable en matière d'isolation acoustique). Par ailleurs, il est préférable (thermiquement) que l'isolant soit placé sur la face extérieure de l'inertie (aussi bien pour les conditions d'été que pour celles de l'hiver).
2. La protection du soleil doit se faire à l'aide d'éléments fixes architecturaux (avancées de façades et brises soleil, masques,) dimensionnés pour permettre les apports solaires de fin de saison froide et à l'aide d'éléments mobiles (volets, persiennes) ou végétaux placés à l'extérieur pour compléter l'effet des protections fixes à certaines périodes.
3. Concilier les objectifs de confort thermique intérieur et d'éclairage naturel, en limitant le plus possible les consommations d'énergie destinées à corriger les écarts entre les températures intérieures et extérieures.

- **Maitrise de la consommation d'énergies**

Le rôle du concepteur est de s'informer des différentes solutions techniques qui visent à réduire les besoins et la consommation d'énergies : électrique et thermique chaud/froid.

- **Energies renouvelables**

Différentes sources d'énergies renouvelables peuvent être exploitées au sein de la Cité, parmi lesquelles on peut citer :

1. L'énergie solaire pour l'eau chaude sanitaire.
2. L'utilisation des terrasses pour récupérer de l'énergie à l'aide de panneaux photovoltaïques.
3. L'utilisation d'éclairages extérieurs fonctionnant à l'aide de l'énergie solaire
4. L'utilisation des énergies disponibles sur le site et les éventuelles ressources naturelles présentes dans l'environnement proche (géothermie, vent, soleil, bois etc.)
5. La phyto restauration consistant à utiliser les plantes, arbres et arbustes.

Le concepteur examinera celles qui serviront au mieux la Cité, tout au long de son cycle de vie.

6.3- Système d'information :

Les composantes du système d'information s'intègrent dans le cadre d'un réseau informatique intelligent, hybride et multiservice et se présentent comme suit :

- a. **Liaisons des données :** La CMC doit disposer d'une ligne de donnée redondante en fibre optique.
- b. **Téléphonie :** Un standard téléphonique pour les appels internes et externes, reliant les espaces internes de la CMC entre eux ainsi qu'avec les interlocuteurs externes.
- c. **Réseau LAN :** La CMC sera équipée de deux réseaux séparés physiquement compatible IPv6, un pour le volet administration et un deuxième pour la formation.

- d. **Réseau WIFI** : Les bâtiments doivent être tous couverts par un signal wifi de qualité.
- e. **Administration parc informatique** : Mise en place d'un système qui permet une administration transparente du côté utilisateur et qui lui permet un maximum de disponibilité et de performance.
- f. **Vidéosurveillance** : Système de vidéosurveillance pour sécuriser les espaces et les individus.
- g. **Visioconférence** : Système de visioconférence pour permettre les cours à distance
- h. **Contrôle d'accès**
- i. **Gestion Technique centralisée** (Building Management System)
- j. **Affichage dynamique**

6.4- Consistance physique :

Désignation		Surface Utile Totale m ²
Pôle Structures communes		4307
Pôle Industrie – Industrie Navale	Bloc administratif	112
	Locaux pédagogiques	5518
Pôle BTP	Bloc administratif	90
	Locaux pédagogiques	860
Pôle Administration Gestion Commerce/Digital / Offshoring/Arts Graphiques	Bloc administratif	112
	Locaux pédagogiques	2253
Pôle Tourisme	Bloc administratif	90
	Locaux pédagogiques	1721
Pôle Santé	Bloc administratif	90
	Locaux pédagogiques	893
Pôle Agriculture	Bloc administratif	90
	Locaux pédagogiques	1840
	Ferme pédagogique d'une superficie totale de 25000m ²	-
Pôle Pêche	Bloc administratif	90
	Locaux pédagogiques	620
Pôle Artisanat	Bloc administratif	90
	Locaux pédagogiques	772
Pôle Internat et ses annexes		Internat pour minimum 400 lits
Pôle Espace sportif	Vestiaires pour terrain de sport	150
	Terrains de Mini foot.	selon les dimensions réglementaires
	Terrains de Basketball.	
	Terrains de foot en gazon synthétique.	
	Terrains de Volley-ball.	
Locaux divers	Blocs Sanitaires (stagiaires et formateurs)	Prévu pour chaque 2 à 3 pôles
	2Amphithéâtres	400

N.B :

- Les surfaces utiles totales sont données à titre indicatif, le programme définitif sera arrêté sur la base de l'APD architectural

ARTICLE 7 : CONSISTANCE DE LA MISSION

Dans le cadre du présent marché, le bureau de contrôle assurera :

a) Pendant la conception du projet

- ✓ L'établissement des rapports techniques, se prononçant sur la conformité des ouvrages et des installations rentrant dans la réalisation du projet, à la réglementation en matière de sécurité incendie et des risques de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).
Le contrôle technique porte sur les dispositifs de construction, des ouvrages et des installations comprenant notamment :
 - Dispositions constructives générales et particulières relatives à la stabilité au feu des structures, la détection et la prévention des dispositions incorrectes vis-à-vis de la protection contre les risques d'incendie et de panique, et moyens de secours.
 - Dispositions constructives générales et particulières relatives aux installations rentrant dans la réalisation du projet.
- ✓ Le contrôle technique des plans de l'ensemble des études en vue de la normalisation des risques d'effondrement en cours de travaux ainsi que le risque de désordres susceptibles de mettre en cause la responsabilité décennale des constructions et résultant de l'élaboration de ces plans.
- ✓ L'Etablissement de tout rapport demandé par les assureurs dans le cadre de la délivrance des polices de responsabilité décennale.

Il est convenu que ces risques sont ceux visés par des polices d'assurances professionnelles de responsabilité décennale. Il est entendu que la détermination des contraintes admissibles sur le sol de fondation est uniquement du ressort d'un laboratoire agréé, et que ces résultats seront communiqués au Bureau de Contrôle par le Maître d'ouvrage.

- ✓ La vérification des plans de structure et des notes de calcul (structure en béton armé, et/ou charpente métallique, charpente bois ou autres), l'optimisation des éléments de la structure, des quantités d'acier, de béton, et/ou de charpente métallique, de charpente bois ou autres.
- ✓ La vérification et le contrôle des plans d'exécution et des notes de calcul ainsi que la vérification des descriptifs et l'optimisation des articles à mettre en œuvre pour les lots suivants : VRD, assainissement, terrassements, étanchéité, électricité, éclairage scénique, plomberie sanitaire, gaz, protection et détection incendie, systèmes de sécurité, menuiserie, revêtement, ventilation climatisation, sonorisation, visioconférence, précablage informatique et téléphonique ainsi que tout autre lot qui rentre dans la construction de ce projet cités dans l'article N°6 du présent marché.
- ✓ L'avis sur les descriptifs techniques des ouvrages et l'établissement des rapports d'examen des plans des différents lots sus-indiqués et notes de calcul y afférent.

Les vérifications opérées par le Bureau de Contrôle seront effectuées par référence aux règlements et normes en vigueur et seront l'objet d'un rapport d'examen pour le projet.

Le Bureau de Contrôle doit établir les rapports techniques se prononçant sur l'optimisation des études techniques établies par le BET :

- ✓ L'optimisation de la conception générale des structures
- ✓ L'optimisation et la validation des hypothèses des notes de calcul et du dimensionnement des aciers et et des bétons et/ou des éléments de la charpente (métallique, bois ou autre)

o

- ✓ L'optimisation de la conception générale des lots techniques, l'optimisation et la validation des hypothèses des notes de calcul et du dimensionnement des installations
- ✓ L'optimisation des spécifications et descriptifs techniques des ouvrages.

Envoi au maître d'ouvrage des rapports consignants les avis du Bureau de Contrôle.

Le Bureau de contrôle est tenu d'assister aux réunions programmées par le Maître d'ouvrage en cours de la phase des études techniques.

b) Pendant la phase d'exécution des travaux

- ✓ L'examen des plans et documents techniques d'exécution des ouvrages établis par les entreprises chargées des travaux dudit projet;
- ✓ L'examen des documents et procès verbaux d'essais établis par les entreprises chargées des travaux de construction ou par des laboratoires ou organismes spécialisés.
- ✓ L'examen des travaux en cours de réalisation soit par sondage soit lors de visites sur place avec envoi de fiches de contrôle des travaux (F.C.T.) au Maître d'ouvrage.
- ✓ La vérification de la conformité des coffrages et ferraillements des éléments en béton armé et délivrance du « Bon Pour coulage »;
- ✓ Le contrôle de la conformité d'exécution des structures en charpente (métallique, bois ou autres)
- ✓ L'établissement et envoi de rapports récapitulatifs résumant les avis du Bureau de Contrôle technique.
- ✓ L'établissement de tout rapport demandé par les assureurs dans le cadre de la délivrance des polices de responsabilité décennale.
- ✓ Réceptions des travaux :

Le Bureau de contrôle technique assistera le Maître d'ouvrage pendant les opérations de réceptions, de réceptions provisoires et de réceptions définitives des travaux.

Les réceptions partielles concernent notamment la réception des implantations et des fonds de fouilles, les contrôles inopinés et les réceptions partielles du ferraillement et bétonnage, les réceptions techniques des installations et autres prestations qui rentrent dans le cadre de la réalisation de ce projet, et ce, conformément aux règles de l'art et aux normes en vigueur.

A cet effet, le bureau de contrôle technique affectera ses spécialistes par lot qui seront mis à la disposition de la maîtrise d'ouvrage chargée de la surveillance et de coordination des travaux pour assister aux réunions de chantier ainsi qu'aux visites inopinées qui pourront être décidées par la maîtrise d'ouvrage au cours de l'exécution des travaux.

Le Bureau de contrôle technique s'engage à répondre aux questions des entreprises le concernant dans les délais nécessaires pour ne pas entraver le déroulement normal du chantier.

Le délai d'intervention du BCT doit être compatible avec les dispositions à prendre et peut être au minimum de 24 heures et au maximum de 2 jours de la demande qui lui est faite, à cet effet, par la maîtrise d'ouvrage.

Tous les dossiers produits par le Bureau de contrôle conformément à sa mission décrite ci-dessus seront fournis au maître d'ouvrage dans des chemises cartonnées à sangle en six (6) exemplaires.

CHAPITRE II : MODES D'EXECUTION DE LA MISSION

ARTICLE 8 : DELAI DE CONTROLE :

Le délai d'exécution global du présent marché est égal au délai global d'études et d'exécution des travaux de ce projet.

Les contrôles confiés au Bureau de contrôle technique seront effectués au fur et à mesure de l'établissement du projet, le délai de chaque phase commence à courir le jour de la remise au Bureau de contrôle technique des documents soumis au contrôle.

Il sera appliqué les pénalités de retards prévues par l'article 14 ci dessous au cas de non respect des délais fixés pour l'examen des pièces produites par le BET, et ce selon l'échéancier suivant :

- Etablissement de la notice de sécurité incendie : 10 jours à compter de la date de l'ordre de service précisant le commencement des prestations.
- 10 jours pour la remise du 1er rapport d'examen
- 7 jours pour le réexamen des nouveaux documents remis par le BET après satisfaction des observations
- 5 jours pour la validation finale et visa des plans définitifs

NB : Le délai global du marché de travaux est de dix-huit (18) mois, et prolongé jusqu'à la date de réception définitive des travaux.

Ce délai relatif aux travaux est donné à titre indicatif. En cas de dépassement des délais dans le déroulement du chantier, le BC poursuivra sa mission sans prétendre à aucune indemnisation.

CHAPITRE III : MODES DE REGLEMENT DES HONORAIRES

ARTICLE 9 : DEFINITION DES PRIX

Les prix forfaitaires rémunèrent l'ensemble des prestations définies à l'article 7 pour le programme défini à l'article 6. Les prix sont réputés tenir compte des frais généraux, de l'amortissement du matériel, de toutes les fournitures et du bénéfice y compris les taxes sur le chiffre d'affaires, taxes supplémentaires, taxes sur les produits T.V.A et toutes sujétions.

Ces honoraires correspondent :

- Au contrôle des plans et optimisation des quantités.
- A la vérification des documents techniques et avis sur les descriptifs techniques des ouvrages, y compris toutes sujétions.
- Au contrôle des travaux

ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENTS - DECOMPOSITION EN PHASES

La décomposition de la mission globale en phases permet le calcul des honoraires à des stades intermédiaires d'avancement ou en cas de modifications, d'arrêt de mission ou de résiliation du contrat. Elle est traduite en pourcentage par rapport au montant forfaitaire hors taxe, du bordereau des prix-détail estimatif (**Article23**).

Le règlement des sommes dues sera alors effectué de la façon suivante :

Montant de base	TAUX PARTIEL	ECHEANCIER DES PAIEMENTS
Montant forfaitaire du prix concerné	65 %	A l'approbation par le Maitre d'ouvrage des rapports, notes de calculs et des plans, visés et définis à l'article 7.
Montant forfaitaire du prix concerné	25%	A la réception provisoire des travaux.
Montant forfaitaire du prix concerné	10%	A la réception définitive des travaux et la remise de la police décennale.

ARTICLE 11 : REVISION DES PRIX

En application de l'article 54 du C.C.A.G-T, le paragraphe 2 de l'article 12 du règlement des marchés de l'OFPPT et de l'article 7 de l'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics, au cas où postérieurement à l'époque de base définie ci-dessous des variations sont constatées dans le cours de la

main d'œuvre des matériaux des fournitures et des prestations, le montant des prestations sera révisé par application de la formule et des conditions suivantes :

$$P / P_0 = (0,15 + 0,85 \times \frac{ING}{ING_0})$$

Définition des index :

P = Prix révisé hors taxe de la prestation considérée

P₀ = Prix initial hors taxe de cette même prestation

ING = Index global ingénierie

ING₀ = Index global ingénierie à l'époque de base

L'époque de base correspond au mois de la date limite de remise des offres.

NB : La révision des prix n'est applicable que pendant le suivi des travaux.

ARTICLE 12 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

+ La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'O.F.P.P.T ou son délégué.

+ Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficier des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPPT ou son délégué.

+ Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DU PROGRAMME DE L'OPERATION

Le bureau de contrôle technique sera tenu d'étudier sans rémunération supplémentaire toute modification du projet d'exécution demandée par le maître d'ouvrage et se révélant nécessaire en cours d'études et de travaux.

ARTICLE 14 : PENALITE POUR RETARD

A défaut par le Bureau de contrôle technique d'avoir remis toutes les pièces de contrôle à la date déterminée, il lui sera appliqué, sans préjudice des mesures qui pourraient être prises par le maître d'ouvrage en application de l'article 52 du CCAG- EMO, une pénalité de 2/1000 (deux millièmes) du montant du marché par jour calendaire de retard.

Cette pénalité lui sera de même appliquée dans le cas d'absence du BCT aux réunions de chantier ou aux visites inopinées, dûment convoqué à cet effet par la maîtrise d'ouvrage.

Le montant de la pénalité est plafonné à 20% (vingt pour cent) du montant total du détail estimatif.

ARTICLE 15 : CONTESTATIONS ET LITIGES

Les contestations ou litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence des tribunaux du Maroc statuant en matière Administrative.

ARTICLE 16 : DOMICILE DU BUREAU DE CONTRÔLE

Le Bureau de Contrôle est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au Maître d'ouvrage dans le délai de quinze 15 jours à partir de la notification qui lui est faite de l'approbation de son marché ou de la décision prise de commencer l'exécution du marché en application des dispositions du paragraphe c de l'article 17 du CCAG EMO.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent à son marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège du Bureau de Contrôle dont l'adresse est indiquée dans le présent cahier des prescriptions spéciales et dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le Bureau de Contrôle est tenu d'en aviser le Maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 17 : DELAI DE GARANTIE – RECEPTION PROVISOIRE RECEPTION DEFINITIVE

La réception provisoire sera prononcée dès la réception de la totalité des plans et notes techniques définitifs cités à l'article 7 et après leur approbation par le maître d'ouvrage.

Il n'est pas prévu de délai de garantie. En conséquence, la réception définitive sera prononcée en même temps que la réception provisoire.

ARTICLE 18 : RETENUE DE GARANTIE- CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

1. **Retenue de garantie** : par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G-EMO, il ne sera pas effectué de retenue de garantie.
2. **Cautionnement provisoire** :
Le Montant de la caution provisoire est de **vingt cinq Mille (25 000) dirhams**.
3. **Cautionnement définitif** : Le cautionnement définitif est fixé à 3 % du montant du marché.
Ce cautionnement pourra être constitué dans les conditions prévues à l'article 12 du C.C.A.G-EMO. Le remboursement de ce cautionnement ou la main-levée de la caution se fera dans les trois mois qui suivent la réception définitive.

ARTICLE 19: AJOURNEMENT DES ETUDES

Dans le cas où pour une cause quelconque le maître d'ouvrage déciderait l'abandon total ou partiel, en cours des études, il ne serait dû aucune indemnité au bureau de contrôle technique et le marché serait résilié. Toutefois, les frais engagés en vue de l'exécution des missions suivantes seraient remboursés au bureau de contrôle technique, le montant des honoraires dus au bureau de contrôle technique pour le travail effectué serait déterminé sur la base des frais réellement engagés et dûment justifiés sans toutefois dépasser le montant des honoraires correspondants à la phase considérée.

Si l'arrêt des études se produit par suite de résiliation due à un manquement du bureau de contrôle technique à ses obligations, les honoraires prévus seront ceux correspondants au dernier stade accepté par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 20: FRAIS DE TIMBRE

Le Bureau de Contrôle supportera les frais de timbre du marché.

ARTICLE 21: RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions du C.C.A.G-EMO.

ARTICLE 22: ASSURANCE DU PERSONNEL

Le titulaire doit contracter les assurances nécessaires pour couvrir les risques encourus par son personnel au cours de l'exécution de sa mission, et ce conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG- EMO

<i>LE SOUMISSIONNAIRE</i>	<i>LE MAITRE D'OUVRAGE</i>
<u>Lu et accepté</u>	SANSITE Mohamed DIRECTEUR DU PATRIMOINE



8

ARTICLE 23 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF

Contrôle et optimisation des études technique et contrôle des travaux de construction de la Cité des Métiers et des Compétences Agadir

N° PRIX	DESIGNATION DES PRESTATIONS	U	Qté	PRIX UNITAIRE EN DIRHAMS (hors TVA) en chiffre	Prix total (DH)
	Le contrôle et visa des plans ainsi que la vérification des notes de calcul, l'optimisation des quantités, établis par le Bureau d'études, l'avis sur les devis descriptifs, l'établissement d'un rapport d'examen et contrôle des travaux des lots :				
1	- Lot Gros œuvre et Etanchéité	Ft	1		
2	- Lot Electricité	Ft	1		
3	- Lot Plomberie sanitaire et VRD	Ft	1		
4	Lot Sécurité incendie et lots spécialisés (Gaz, Ventilation, climatisation, sonorisation, visioconférence, câblage informatique et téléphonique ainsi que tout autre lot qui rentre dans la construction de ce projet cités dans l'article 6 du présent marché)	Ft	1		
TOTAL HORS TVA					
TOTAL TVA (Taux 20%)					
MONTANT TOTAL TTC					



2